

VALDIBAS VĒSTNESIS

Maksas par „Valdibas Vēstnesi“:	
ar piesūšanu:	bez piesūšanas:
par Ls (saņemot ekspedīciju)	par Ls
gadu 22,-	gadu 18,-
1/2 gadu 12,-	1/2 gadu 10,-
3 mēn. 6,-	3 mēn. 5,-
1 Piesūtot pa pastu un pie atkalpārdevējiem 2,-	1,70
Par atsevišķu numuru 10,-	

Latvijas valdibas

Iznāk katru dienu, izņemot



Redakcija:
Rīga, pili 2. ist. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12

oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīga, pili 1. ist. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksas:

- a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienliegām rindām Ls 4,-
- b) par katra tālāku rindīnu " 15
- c) citu iestāžu sludinājumi par katra vienliegāju rindīnu " 20
- c) no privātēm par katra vienīti rindīnu (par obligāti sludin.) " 25
- d) par dokumentu pazaidešanu no katra personās " 80

197. N^o

Sestdien, 1935. g. 31. augustā

Astonpadsmitais gads

Likums par Vienošanos par jūras signāliem.

Rikojums par augļu kontroles izdevumu samaksu.

Iekšl. ministr. rikojums par spiestuves „Star“ sodīšanu.

Iekšlietu ministr. lēmumi: par pārmaiņām Kundziņsalas labierīcības biedrības, Aizvīku lauksaimniecības biedrības „Vārpa“ un Livānu brīvprātīgo ugunsdzēsēju biedrības priekšniecībās, par Elektrotehniskās rūpniecības strādn. arodbiedrības un Jelgavas strādnieku arodbiedrības valžu un revīzijas komisiju iecelšanu un par Slampes-Pravīju mednieku un šaušanas biedrības „Mednis“, Zentenes-Dursupes mednieku biedrības „Mednis“, Jelgavas Raiņa kluba, Rēzeknes namipašnieku biedrības, Grobiņas un apkārtnes lauksaimnieku-mednieku biedrības „Vanags“ un Ebrēju apbedīšanas brāļības ar nos. „Hevra Kadišo“ labdarības biedrības pie Daugavpils ebrēju draudzes likvidāciju.

Pamatiskolu stundu plāni.

Ministru kabinets 1935. g. 22. augustā
ir pieņemis un Valsts Prezidents izsludina
šādu likumu:

Likums par Vienošanos par jūras signāliem.

1. Lisabonā 1930. g. 23. oktobrī noslēgtā Vienošanās par jūras signāliem ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināmā 1. pantā minētā Vienošanās un tās tulkojums latviešu valodā.

3. Vienošanās stājas spēkā viņas 6. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Rīga, 1935. g. 31. augustā.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

Accord relatif aux signaux maritimes.

Les gouvernements contractants, représentés par les soussignés, ayant décidé d'unifier certaines catégories de signaux maritimes, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Dans tous les cas où, par les soins des autorités compétentes sur les territoires des gouvernements contractants, seraient donnés aux navigateurs, au moyen de signaux s'adressant à la vue, les informations ou avertissements faisant l'objet du Règlement ci-annexé, chacun de ces gouvernements s'engage à ce que ne soient prises à cet effet, par lesdites autorités, que des mesures conformes aux dispositions dudit Règlement. Les mesures d'exécution nécessaires à cette fin devront être prises dans un délai de deux ans à compter de la mise en vigueur du présent Accord.

Article 2.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions du Règlement ci-annexé que dans les cas où, par suite des conditions locales ou de circonstances exceptionnelles, ces dispositions ne pourraient raisonnablement être mises en application et, notamment, dans les cas où cette application risquerait de mettre en danger la navigation ou entraînerait des dépenses hors de proportion avec le trafic intéressé. Ces dérogations devront, d'ailleurs, être aussi limitées que le permettront les exigences de la situation auxquelles elles seraient destinées à faire face. Les navigateurs devront être dûment informés de ces dérogations. Toutes mesures devraient, autant que possible, être prises pour éviter dans ces cas toute confusion avec les autres signaux prévus au Règlement.

Article 3.

Le présent Accord ne doit pas être entendu comme modifiant en quoi que ce soit la situation de droit existant dans les divers pays en ce qui concerne les relations entre les usagers et les autorités chargées de la signalisation.

Article 4.

Le présent Accord, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour; il pourra, jusqu'au 30 avril 1931 inclus, être signé au nom de tout gouvernement ayant été représenté à la Conférence qui a élaboré le présent Accord ou ayant été invité à s'y faire représenter.

Article 5.

L'acceptation du présent Accord de la part d'un gouvernement peut s'effectuer, par simple signature dans le cas où celle-ci est donnée sans réserve de ratification, par ratification ou par adhésion.

Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

La date de l'entrée en vigueur de l'Accord sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra l'acceptation de l'Accord par cinq gouvernements.

Article 6.

À partir du 1er mai 1931, il pourra être adhéré au présent Accord au nom de tout gouvernement visé à l'article 4.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

Article 7.

Chaque signature, ratification ou adhésion qui intervientra après l'entrée en vigueur de l'Accord, conformément à l'article 5, produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de la signature ou de la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, des instruments de ratification ou de la notification d'adhésion.

Article 8.

Le présent Accord pourra être dénoncé, au nom de tout gouvernement contractant, après l'expiration d'un délai de sept ans à partir de la date de son entrée en vigueur pour ce gouvernement, par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société

des Nations, qui en informera tous les gouvernements visés à l'article 4. La dénonciation produira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations; elle ne sera opérante qu'au regard du gouvernement pour lequel elle aura été effectuée.

À l'expiration de chaque période de sept ans après la mise en vigueur du présent Accord, sa révision pourra être demandée par un des gouvernements contractants. À toute autre époque, la révision du présent Accord pourra être demandée par un quart des gouvernements contractants.

Article 9.

Tout gouvernement contractant peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation du présent Accord, il n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat; dans ce cas, le présent Accord ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Tout gouvernement contractant pourra, à tout moment, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'il entend rendre le présent Accord applicable à toute partie des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, l'arrangement s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Tout gouvernement contractant peut, soit à l'expiration d'un délai de sept ans après la notification prévue au précédent paragraphe, soit lors de la dénonciation prévue à l'article 8, déclarer qu'il entend voir cesser l'application du présent Accord à toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat; dans ce cas, l'Accord cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration une année après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations. À défaut de telle déclaration, la dénonciation prévue à l'article 8 ne comportera aucun effet à l'égard des territoires mentionnés au présent article.

Article 10.

Chacun des gouvernements contractants peut subordonner son acceptation du présent Accord à la participation à celui-ci d'un ou de plusieurs des gouvernements visés à l'article 4.

Article 11.

Chacun des gouvernements contractants peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que l'engagement mentionné à l'article premier doit être entendu comme n'ayant d'effet pour lui qu'en ce qui concerne les dispositions de tel ou tel chapitre nommément désigné du règlement ci-annexé. Il ne pourra, dans ce cas, se prévaloir de l'engagement souscrit par les autres gouvernements contractants qu'en ce qui concerne le ou les chapitres dont il a lui-même contracté les obligations.

Article 12.

Le présent Accord sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature au présent Accord.

Fait à Lisbonne, le vingt-trois octobre mil neuf cent trente, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétaire général de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les gouvernements visés à l'article 4.

Agreement Concerning Maritime Signals.

The Contracting Governments, represented by the undersigned, having decided to unify certain descriptions of maritime signals, have agreed on the following provisions:

Article 1.

In all cases in which the competent authorities in the territories of the Contracting Governments communicate to navigators by means of visual signals the information or warnings dealt with in the annexed Regulations, each of these Governments undertakes that only measures in conformity with the provisions of the said Regulations will be taken by such authorities for the particular purposes in question. The necessary measures to that effect shall be taken within two years of the entry into force of the present Agreement.

Article 2.

The provisions of the annexed Regulations may be departed from only in cases where, owing to local conditions or exceptional circumstances, they cannot reasonably be carried into effect and particularly where their adoption might endanger navigation or where the expenditure involved be out of proportion to the traffic concerned. Such departures from the Regulations should, moreover, be as limited as the exigencies of the situation allow. Proper notice of them should be given to mariners. All possible steps should be taken in such cases to avoid confusion with the other signals provided for in the Regulations.

Article 3.

The present Agreement should not be considered as in any way modifying the legal situation in the different countries as regards the relations between the public and the authorities who exhibit the signals in question.

Article 4.

The present Agreement, of which the English and French texts are both authentic, shall bear to-day's date. Until and including April 30th, 1931, it shall be open for signature on behalf of any Government represented at or invited to the Conference which elaborated the present Agreement.

Article 5.

Governments may accept the present Agreement by signature only, when the latter is not made subject to ratification, by ratification or by accession.

The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

The Agreement shall enter into force on the ninetieth day following its acceptance by five Governments.

Article 6.

As from May 1st, 1931, the present Agreement shall be open to accession on behalf of any Government referred to in Article 4.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

Article 7.

After the coming into force of the Agreement in accordance with Article 5, each subsequent signature, ratification or accession shall take effect on the ninetieth day from the date of signature, or of the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the instruments of ratification or of the notification of accession.

Article 8.

The present Agreement may be denounced on behalf of any Contracting Government after a period of seven years from the date when it came into force in respect of that Government. Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Governments referred to in Article 4. Such denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations, and shall operate only in respect of the Government on whose behalf it was notified.

On the expiration of each period of seven years after the coming into force of the present Agreement its revision may be demanded by any Contracting Government. At all other times revision of the present Agreement may be demanded by one-fourth of the Contracting Governments.

Article 9.

Any Contracting Government may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Agreement, it does not assume any obligations in respect of all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate; and the present Agreement shall not apply to any territories named in such declaration.

Any Contracting Government may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that it desires that the Agreement shall apply to all or any of the territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph and the Agreement shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any Contracting Government may declare, either after a period of seven years from the date of the notification provided for in the preceding paragraph or at the time of the denunciation provided for in Article 8, that it desires that the present Agreement shall cease to apply to all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate, and the Agreement shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations. In default of such a declaration, the denunciation of the Convention under Article 8 will not affect the application of the Convention to any territories referred to in the present Article.

Article 10.

Each Contracting Government may make the acceptance of the present Agreement conditional on its acceptance by one or several of the Governments mentioned in Article 4.

Article 11.

Each of the Contracting Governments may declare, when signing, ratifying or acceding, that it only regards itself as bound by the undertaking mentioned in Article 1 in respect of the provisions of any specific chapter or chapters of the annexed Regulations. In that case, it may only invoke the undertakings entered into by the other Contracting Governments in respect of the chapter or chapters, the obligations of which it has itself accepted.

Article 12.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the date of its coming into force.

In faith whereof, the undersigned have affixed their signatures to the present Agreement.

Done at Lisbon, the twenty-third day of October, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which certified copies will be transmitted to all the Governments referred to in Article 4.

ALLEMAGNE

Gustav MEYER

Sous réserve de ratification.

BELGIQUE

F. URBAIN

Sous réserve de ratification.

CUBA

Arturo LOYNAZ del CASTILLO

Sous réserve de ratification.

ESPAGNE

José HERBELLA

Rafaël ESTRADA

Sous réserve de ratification.

ESTONIE

T. GUTMAN

Sous réserve de ratification.

FINLANDE

Sakari TAINIO.

Sous réserve de ratification.

FRANCE

P. H. WATIER

Sous réserve de ratification.

MAROC

A. de ROUVILLE

Sous réserve de ratification.

TUNISIE

A. de ROUVILLE

Sous réserve de ratification.

GRÈCE

D. RASI-KOTSCAS.

Sous réserve de ratification.

MONACO

Comte C. J. H. de BOBONE.

Sous réserve de ratification.

PAYS-BAS

P. van BRAAM van VLOTEN.

Sous réserve de ratification.

La présente signature n'inclut pas les Indes orientales néerlandaises, Surinam et Curaçao.

LANGEIER.

Reserving ratification

and understanding that this signature does not assume any obligations of the Netherlands Government in respect of the Netherlands Colonial Territories in the East and West Indies.

PORTUGAL

Ernesto de VASCONCELLOS

Manoel NORTON.

PORTUGAL

SWEDEN

Erik HÄGG

Sous réserve de ratification.

Règlement relatif à certaines catégories de signaux maritimes.

Chapitre premier. — Avertissement de tempêtes susceptibles d'affecter la localité.

A. Direction du vent.

On signale:

1. Un coup de vent débutant dans le quadrant N.W.:
De jour, par un cône pointe en haut;

De nuit, par deux feux rouges superposés.

2. Un coup de vent débutant dans le quadrant S.W.:
De jour, par un cône pointe en bas;

De nuit, par deux feux blancs superposés.

3. Un coup de vent débutant dans le quadrant N.E.:
De jour, par deux cônes pointe en haut superposés;

De nuit, par un feu rouge au-dessus d'un feu blanc.

4. Un coup de vent débutant dans le quadrant S.E.:
De jour, par deux cônes pointe en bas superposés;

De nuit, par un feu blanc au-dessus d'un feu rouge.

B. Mauvais temps, ouragan ou coup de vent violent probables.

On signale:

1. Le mauvais temps probable:

De jour, par une sphère noire;

De nuit, par un feu rouge hissé en tête de mât.

2. Un ouragan ou un coup de vent violent probables:

De jour, par deux sphères noires superposées;

De nuit, par deux feux rouges sur une ligne horizontale en tête de mât.

Dès que la direction probable du vent peut être prévue, on peut soit substituer le signal correspondant du paragraphe A ci-dessus au signal du paragraphe B, soit arborer simultanément ces deux signaux.

C. Changement de direction du vent.

On signale:

1. Un changement de vent vers la droite (dans le sens des aiguilles d'une montre), par un pavillon noir ou par un cylindre noir;

2. Un changement de vent vers la gauche (dans le sens inverse des aiguilles d'une montre), par deux pavillons noirs superposés, ou deux cylindres noirs superposés.

Le signal pour changement de direction de vent est hissé à côté du signal de direction du vent.

La distance entre deux éléments superposés d'un signal de jour doit être au moins égale à la plus grande dimension d'un élément.

La distance entre deux feux placés sur une ligne verticale doit être de deux mètres (six pieds) au moins.

L'utilisation des signaux prescrits au présent règlement n'est pas exclusive de l'emploi d'autres signaux, lorsque ceux-ci sont nécessaires, et notamment des signaux de typhon tels que ceux qui ont été codifiés par l'observatoire de Zi-Ka-Wei, d'accord avec le Département maritime des Douanes maritimes chinoises.

Chapitre II. — Signaux de marée et de hauteur d'eau.

A. Sens de variation du niveau de la marée.

On signale:

1. La marée descendante:

De jour, par un cône très effilé, pointe en bas;

De nuit, par un feu blanc au-dessus d'un feu vert.

2. La marée montante:

De jour, par un cône très effilé pointe en haut;

De nuit, par un feu vert au-dessus d'un feu blanc.

La hauteur du cône sera d'au moins trois fois le diamètre de sa base.

B. Hauteur d'eau.

Sauf exceptions indiquées dans les instructions nautiques, les hauteurs d'eau sont mesurées à partir du zéro hydrographique.

Les unités adoptées sont le double décimètre dans les pays utilisant le système métrique, et le pied anglais dans les autres pays.

On signale une hauteur d'eau égale à une unité (pied ou double décimètre):

De jour, par un cône pointe en bas ou par une sphère;

De nuit, par un feu vert ou par un feu blanc.

On signale une hauteur d'eau égale à cinq unités (un mètre ou cinq pieds):

De jour, par un cylindre;

De nuit, par un feu rouge.

On signale une hauteur d'eau égale à vingt-cinq unités (5 mètres ou 25 pieds):

De jour, par une sphère;

De nuit, par un feu blanc.

S'il y a lieu, on signale une hauteur d'eau égale à une demi-unité (un décimètre ou un demi-pied):

De jour, par un cylindre;

De nuit, par un feu rouge.

Les signaux sont hissés de la manière suivante:

Les cônes (ou sphères) indiquant des unités peuvent être disposés soit sur une ligne verticale, soit sur deux lignes verticales. Le cylindre indiquant la sous-division de l'unité peut être placé soit sur la même verticale et en-dessous des unités, soit à gauche de la verticale des unités.

Les cylindres indiquant chacun cinq unités sont disposés sur une ligne verticale à la droite de la ligne ou des lignes affectées aux unités.

Les sphères indiquant chacune vingt-cinq unités sont disposées sur une ligne verticale à l'extrême droite.

La gauche et la droite s'entendent pour le navigateur venant du large.

Les mêmes dispositions sont applicables en ce qui concerne les signaux de nuit.

La signalisation par sémaphore, par l'alphabet Morse optique, au moyen du Code international des Signaux, par radiotélégraphie ou radiophonie, de même que l'indication de la hauteur d'eau en chiffres, reste autorisée soit concurremment, soit aux lieux et places de la signalisation prévue au présent règlement.

Chapitre III. — Signaux concernant les mouvements de navires à l'entrée des ports ou des chenaux importants.

A. Cas d'événements graves.

On signale l'interdiction absolue d'entrée en cas d'événements graves:

De jour, par trois sphères superposées;

De nuit, par trois feux rouges superposés.

B. Circonstances normales d'exploitation.

On signale:

1. L'interdiction d'entrée:

De jour, par un cône pointe en haut entre deux sphères sur une ligne verticale;
De nuit, par un feu blanc entre deux feux rouges sur une ligne verticale.

2. L'interdiction d'entrée et de sortie:

De jour, par un cône pointe en haut, surmonté par un cône pointe en bas et superposé à une sphère;

De nuit, par un feu blanc surmonté d'un feu vert et superposé à un feu rouge.

3. L'interdiction de sortie:

De jour, par un cône pointe en haut entre deux cônes pointe en bas sur une ligne verticale;

De nuit, par un feu blanc entre deux feux verts sur une ligne verticale.

Les signaux doivent être hissés à une hauteur suffisante pour éviter toute confusion avec d'autres signaux de port.

La distance entre les éléments composant les différents signaux doit être suffisante pour que les signaux soient clairs à la distance à laquelle ils doivent être normalement aperçus.

Regulations concerning certain Descriptions of Maritime Signals.

Chapter I. — Warning of Gale expected to affect the Locality.

A. Direction of the Wind.

The signals are as follows:

1. Gale commencing with wind in the N. W. quadrant:

By day: One cone, point upward;

By night: Two red lights, one above the other.

2. Gale commencing with wind in the S. W. quadrant:

By day: One cone, point downward;

By night: Two white lights, one above the other.

3. Gale commencing with wind in the N. E. quadrant:

By day: Two cones, one above the other, points upward;

By night: A red light above a white light.

4. Gale commencing with wind in the S. E. quadrant:

By day: Two cones, one above the other, points downward;

By night: A white light above a red light.

B. Probable Bad Weather, Hurricane or Strong Gale.

The signals are as follows:

1. Probable bad weather:

By day: One black ball;

By night: One red light hoisted at the mast-head.

2. Probable hurricane or strong gale:

By day: Two black balls, one above the other;

By night: Two red lights in a horizontal line hoisted at the mast-head.

As soon as the probable direction of the wind can be predicted, the appropriate signal in paragraph A above may be hoisted in place of the signal in paragraph B, or both signals may be shown simultaneously.

C. Change of Direction of Wind.

The signals are as follows:

1. Change of wind to the right (clockwise): A black flag, or a black cylinder.

2. Change of wind to the left (counter-clockwise): Two black flags, one above the other, or two black cylinders, one above the other.

The signal regarding change of direction of wind will be hoisted alongside the signal indicating the direction of the wind.

The vertical distance between two shapes constituting a day signal must be not less than the greatest dimension of one of the shapes.

Lights disposed vertically must be at least two metres (6 feet) apart.

The use of the signals prescribed in the foregoing regulations does not preclude the use of other signals which may be found necessary, and particularly of typhoon signals, such as those prepared by the Zi-Ka-Wei Observatory in consultation with the Marine Department of the Chinese Maritime Customs.

Chapter II. — Tide and Depth Signals.

A. Vertical Movement of the Tide.

1. A falling tide is indicated:

By day: By an elongated cone, point downward;

By night: By a white light above a green light.

2. A rising tide is indicated:

By day: By an elongated cone point upward;

By night: By a green light above a white light.

The height of the cone shall be not less than three times the diameter of its base.

B. Height of Water-Level.

Unless otherwise indicated in the Sailing Directions, the height of water-level shall be measured as from the zero of the charts.

The units adopted shall be 2 decimetres in countries using the metric system and the English foot in other countries.

A height of water-level equivalent to one unit (2 decimetres or 1 foot) shall be indicated:

By day: By a cone, point downward, or by a sphere;

By night: By a green light or by a white light.

A height of water-level equivalent to five units (1 metre or 5 feet) shall be indicated:

By day: By a cylindrical shape;

By night: By a red light.

A height of water-level equivalent to twenty-five units (5 metres or 25 feet) shall be indicated:

By day: By a sphere;

By night: By a white light.

If necessary, a height of water-level equivalent to half a unit (1 decimetre or 1/2 foot) shall be indicated:

By day: By a cylinder;

By night: By a red light.

These signals shall be hoisted in the following manner:

The cones or spheres indicating the units may be placed either in one vertical line or in two vertical lines. The cylindrical shape indicating the subdivision of the unit may be placed either in the same vertical line and below the units or to the left of the vertical line of the units.

The cylindrical shapes indicating five units each will be placed in a vertical line to the right of the line or lines of the units.

The spheres indicating twenty-five units will be placed in a vertical line on the extreme right.

Left and right shall be interpreted from the point of view of the incoming navigator.

The same rules apply to night signals.

The indication of tide and depth signals by semaphore, or visually by means of the Morse Code, the International Code of Signals, or by wireless telegraphy or telephony, and the indication of the water-level by figures, are also permissible either concurrently with or in place of the system of signals prescribed in the present regulations.

Chapter III. — Signals concerning the Movements of Vessels at the Entrances to Harbours or Important Channels.

A. In Cases of Serious Emergency.

The fact that entrance is absolutely prohibited, in cases of serious emergency, is indicated:

By day: By three balls disposed vertically;

By night: By three red lights disposed vertically.

B. In Normal Circumstances.

1. „Entrance prohibited“ is indicated:

By day: By a cone, point upward, between two balls disposed vertically;

By night: By a white light between two red lights disposed vertically.

2. „Entrance and departure prohibited“ is indicated:

By day: By a cone, point upward, having above it a cone, point downward, and below it a ball;

By night: By a white light, having above it a green light and below it a red light.

3. „Departure prohibited“ is indicated:

By day: By a cone, point upward, between two cones, points downward, disposed vertically;

By night: By a white light between two green lights, disposed vertically.

These signals must be exhibited at a sufficient height to prevent any confusion with other harbour signals.

The distance between the shapes or lights should be sufficient for them to be clearly distinguishable at the distance at which they are normally required to be seen.

Tulkojums.

Vienošanās par jūras signāliem.

Līdzējas valdības, ko pārstāv apakšā parakstījušies pilnvarnieki, nolēmušas ūnificēt dažas jūras signālu kategorijas un vienojušās par sekojošiem noteikumiem:

1. pants.

Visos gadījumos, kad līdzēju valdību piekritīgās iestādes, sazinoties savas valsts robežas ar jūrniekiem, lieto redzamus signālus, lai sniegtu viņiem šeit pievienotā rēglamentā paredzētās ziņas vai dotu viņā paredzētos brīdinājumus, ikviena no šām valdībām apņemas norikot, ka visi minēto iestāžu šim nolūkam spētie soļi atbilst rēglamenta noteikumiem.

Visi šo noteikumu izpildīšanai nepieciešamie soļi spejam divu gadu laikā no šās vienošanās spēkā stāšanās.

2. pants.

Atkāpties no šeit klāt pieliktā rēglamenta noteikumiem var tikai tad, kad vienēju vai izņēmuma apstākļu dēļ šos noteikumus nevar saprātīgi piemērot, un sevišķi tad, kad to piemērošana var apdraudēt kuģniecību vai arī prasa, salīdzinot ar attiecīgo satiksmi, nesamērīgi lielus izdevumus. Šādi izņēmumi tomēr ferobežojami, ciklāt to pielaiž apstākļu izsauktā vajadzība. Par šādiem izņēmumiem no rēglamenta jūrnieki pienācīgā kārtā jāinformē. Šādos gadījumos jāsper visi iespējamie soļi, lai novērstu samaiņu ar citiem, rēglamenta paredzētiem signāliem.

3. pants.

Šī vienošanās nav uzskatāma kā tāda, kas kaut kādi grozītu tiesiskās attiecības, kādas pastāv dažādās valstis starp signālu izmantotājiem un tām iestādēm, kam uztoda signālizēšana.

4. pants.

Šī vienošanās, kurās angļu un franču teksti ir līdzīgi autentiski, apzīmējama ar šās dienas datumu. Līdz 1931. g. 30. aprīlim, ieskaitot, viņu var parakstīt ikvienna valdība, kas nēmusi dalību konferencē, kurā šī vienošanās izstrādāta, vai kas bijusi uzaicināta viņā piedalīties.

5. pants.

Valdības var pieņemt šo vienošanos, vienkārši to parakstot, ja paraksts dots, nerezervējot ratifikāciju, to ratificējot vai tai pievienojties.

Ratifikācijas dokumenti iesniedzami Tautu Savienības ģenerālsekretāram, kas par viņu saņemšanu paziņo ieinteresētām valdībām.

Vienošanās stājas spēkā deviņdesmitā dienā, skaitot no tās dienas, kad viņu pieņēmušas piecas valdības.

6. pants.

Sākot ar 1931. gada 1. maiju pie šās vienošanās var pievienoties ikviennes 4. pantā paredzētās valdības vārdā.

Pievienošanās dokumenti iesniedzami Tautu Savienības ģenerālsekretāram, kas par viņu saņemšanu paziņo ieinteresētām valdībām.

7. pants.

Ktrs paraksts, ratifikācija vai pievienošanās, kas nāk pēc tam, kad vienošanās stājusies spēkā 5. pantā paredzētā kārtībā, gūst spēku deviņdesmitā dienā pēc parakstīšanas vai pēc datuma, kad Tautu Savienības ģenerālsekretārs saņems ratifikācijas vai pievienošanās dokumentus.

8. pants.

Ikviena līdzēja valdība var paziņot parakstīšanas, ratifikācijas vai pievienošanās attiecībā uz viņu stājusies spēkā, šo vienošanos uztiekt rakstiska paziņuma veidā Tautu Savienības ģenerālsekretāram, kas par to informē visas 4. pantā paredzētās valdības. Uztieksana stājas spēkā pēc viena gada notecējuma, skaitot no tās dienas, kad Tautu Savienības ģenerālsekretārs viņu saņemis, un tai ir spēks vienīgi attiecībā uz to valdību, kurās vārdā viņa paziņota.

Ikviena līdzēja valdība var paziņot parakstīšanas, ratifikācijas vai pievienošanās bridi, ka, pieņemot šo vienošanos, viņa neuzņemas nekādus pienākumus attiecībā uz kādu no savām kolonijām, protektorātiem vai zem suzerenitātes vai mandāta esošām teritorijām; šajā gadījumā šī konvencija teritorijās, par kurām nodota sāda deklarācija, nav piemērojama.

Ikviena līdzēja valdība var vēlāk ikkurā bridi paziņot Tautu Savienības ģenerālsekretāram, ka viņa vēlas piemērot šo konvenciju jebkurai daļai no teritorijām, par kurām nodota iepriekšējā rindkopā minētā deklarācija. Šajā gadījumā vienošanās piemērojama visām paziņojumā minētām teritorijām deviņdesmit dienās pēc tam, kad Tautu Savienības ģenerālsekretārs saņemis šo paziņojumu.

Ikviena līdzēja valdība var vai nu pēc septiņu gadu notecējuma no iepriekšējā rindkopā minētā paziņojuma, vai arī 8. pantā paredzētās uztieksanas bridi deklaret,

ka viņa vēlas izbeigt šās vienošanās piemērošanu kādai no savām kolonijām, protektorātiem vai zem suzerenitātes vai mandāta esošām territorijām; šajā gadījumā vienošanās piemērošanu territorijām, par kuģām nodota šāda deklarācija, izbeidzas vienu gadu pēc tam, kad Tautu Savienības generālsekreitārs saņems šādu deklarāciju. Bez šādas deklarācijas 7. pantā paredzētā uzteikšana uz šajā pantā minētām territorijām neattiecas.

10. pants.

Ikviena līdzēja valdība var šās vienošanās pieņemšanu nostādīt atkarībā no tam, ka tajā piedalās kāda viena vai vairākas no 4. pantā paredzētām valdībām.

11. pants.

Ikviena līdzēja valdība var deklarēt parakstīšanas, ratifikācijas vai pievienošanās brīdi, ka viņa uzkata sevi par saistītu ar pirmā pantā minēto apņemšanos vienīgi zīmējoties uz kādu noteiktu šeit pievienotā reglamenta nodauji vai nodajām. Šajā gadījumā viņa var atsaukties uz pienākumiem, ko uzņēmušās citas līdzējas valdības, vienīgi zīmējoties uz to nodauji vai nodajām, attiecibā uz kuģām viņa pati uzņēmusies pienākumus.

12. pants.

Šī vienošanās Tautu Savienības generālsekreitāram jāreģistrē viņas spēkā stāšanās datumā.

Šo apliecinot, apakšā parakstījušies pilnvarnieki parakstīja šo vienošanos.

Izgatavota Lisabonā, tūkstoš deviņi simti trīsdesmitā gada divdesmit trešā oktobrī, vienā eksemplārā, kas uzglabājams Tautu Savienības sekretāriāta archīvā un kuļa apliecinātie norāksti izsniedzami visām 4. pantā paredzētām valdībām.

VĀCIJA

Gustav MEYER
Rezervējot ratifikāciju.

BELĢIJA

F. URBAIN
Rezervējot ratifikāciju.

KUBA

Arturo LOYNANZ DEL CASTILLO
Rezervējot ratifikāciju.

SPĀNIJA

José HERBELLAS
Rafaél ESTRADA
Rezervējot ratifikāciju.

IGAUNIJA

T. GUTMAN
Rezervējot ratifikāciju.

SOMIJA

Sakari TAINIO
Rezervējot ratifikāciju.

FRANCIJA

P. H. WATIER
Rezervējot ratifikāciju.

MAROKA

A. de ROUVILLE
Rezervējot ratifikāciju.

Rēglaments par dažādu katēgoriju jūras signāliem.

I nodaja. Brīdinājumi par vētrām, kas var skart zināmu vietu.

A. Vēja virziens.

Jāsignālizē:

1. Vētra, kas sagaidāma NW kvadrantā:

Dienā — ar konu, kam smaile uz augšu;
Nakti — ar divām sarkanām ugunim vienu virs otras.

2. Vētra, kas sagaidāma SW kvadrantā:

Dienā — ar konu, kam smaile uz leju;
Nakti — ar divām baltām ugunim vienu virs otras.

3. Vētra, kas sagaidāma NE kvadrantā:

Dienā — ar diviem koniem vienu virs otra ar smaili uz augšu;
Nakti — ar sarkanu uguni virs balta.

4. Vētra, kas sagaidāma SE kvadrantā:

Dienā — ar diviem koniem vienu virs otra ar smaili uz leju;
Nakti — ar baltu uguni virs sarkanas.

B. Nelāga laika, aukas (uragana) vai stipras vētras paredzējums,

Jāsignālizē:

1. Nelāga laika paredzējums:

Dienā — ar melnu bumbu;
Nakti — ar sarkanu uguni, uzvilktu masta galā.

2. Aukas (uragana) vai stipras vētras paredzējums:

Dienā — ar divām melnām bumbām vienu virs otras;
Nakti — ar divām sarkanām ugunim, uzvilkātā masta galā un novietotām vienā horizontālā linijā.

Tiklidz var paredzēt vēja virzienu, paragrafā B minētos signālus var atvietot ar paragrafa A signāliem vai arī lietot abus šos signālus kopā.

C. Vēja virziena maiņa.

Jāsignālizē:

1. Vēja griešanās pa labi (pulksteņa rādītāja virzienā): ar melnu flagu vai ar melnu cilindri;

2. Vēja griešanās pa kreisi (pretēji pulksteņa rādītājam): ar divām melnām flagām vienu virs otras vai ar diviem cilindriem vienu virs otra.

Signāls par vēja griešanos uzvelkams blakus signālam par vēja virzienu.

Atstatumis starp diviem viena virs otra novietotiem dienas signāliem jāaptver, vismaz signāla vislielākais apmērs.

Atstatumam starp 2 vertikāli novietotām ugunim vajaga būt vismaz 2 metri (6 pēd.) lielam.

Šajā rēglamentā noteikto signālu lietošana neliedz lietot citus signālus, ja tie izrādītos par nepieciešamiem, un it īpaši tādus taifuna signālus, kādus izstrādājusi Zi-Ka-Wei observātorija sazinā ar Kinas jūras muitu pārvaldes Jūrniecības departamentu.

II nodaja. — Paismā un bēguma un ūdens augstuma signāli.

A. Limeņa svārstības, paismās vai bēgums.

Jāsignālizē:

1. Bēgums:

Dienā — ar joti smailu konu, kam smaile uz leju;
Nakti — ar baltu uguni virs zajas.

2. Paismā:

Dienā — ar joti smailu konu, kam smaile uz augšu;

Nakti — ar zaju uguni virs baltas.

Konu augstumam jābūt vismaz trīs reizes lielākam par tā pamata caurmēru.

B. Ūdens augstums.

Ūdens augstums mērojams no hidrografiskās nulles punkta, izņemot kuģniecības instrukcijās paredzētos gadījumus.

Pieņemtās mēra vienības ir dubultdecimetrus valstīs, kuļas lieto metrisko mēru sistēmu, un angļu pēda — pārējās valstīs.

Ūdens augstums, kas līdzīgs vienai vienībai (pēdai vai dubultdecimetram), jāsignalize:

Dienā — ar konu, kam smaile uz leju vai ar bumbu;

Nakti — ar zaju vai baltu uguni.

Ūdens augstums, kas līdzīgs piecām vienībām (1 metrs vai piecas pēdas), jāsignalize:

Dienā — ar cilindru;

Nakti — ar sarkanu uguni.

Ūdens augstums, kas līdzīgs divdesmit piecām vienībām (5 metriem vai 25 pēdām), jāsignalize:

Dienā — ar bumbu;

Nakti — ar baltu uguni.

Signāli uzvelkami šādā kārtībā:

Konus vai bumbas, kas apzīmē vienības, var novietot vienā vertikālā linijā vai divās. Cilindri, kas apzīmē vienības daļu, var novietot vai nu tajā pašā vertikālā linijā un zem vienībām, vai pa kreisi no vienību vertikālā linijas.

Cilindri, kuri katrs apzīmē 5 vienības, novietojami vertikālā virzienā pa labi no vienību linijas vai linijām.

Divdesmit piecu vienību bumbas novietojamas vertikālā linijā galējā labajā pusē. Labā un kreisā puse noteicama no ostā iebraucušu jūrnieku viedokļa.

Tādi paši noteikumi piemērojami nakts signāliem.

Signālizācija ar semaforu, lietojot optiskos Morzes signālus, pēc internacionālā signālu kodeka, pa radiotelegrafu vai radiofonu, kā arī ūdenslīmeņa augstuma apzīmēšanu cipariem, pielaižama vai nu līdztekus šajā rēglamentā paredzētiem signāliem, vai arī rēglamentā norādīto signālu vietā.

III nodaja. Signāli attiecibā uz kuģu kustību, iebraucot ostās vai ievērojamos kanājos.

A. Svarīgi gadījumi.

Pilnīgs aizliegums iebraukt ostā izņēmuma apstākju dēļ jāsignalize:

Dienā — ar trim bumbām vienu virs otras;

Nakti — ar trim sarkanām ugunim vienu virs otras.

B. Parastie apstākļi.

Jāsignalize:

1. Aizliegums iebraukt:

Dienā — ar konu, kam smaile uz augšu, starp divām vertikālā linijā novietotām bumbām;

Nakti — ar baltu uguni starp divām sarkanām — vertikālā linijā.

2. Aizliegums iebraukt un izbraukt:

Dienā — ar konu, kam smaile uz augšu, virs kuļa kons ar smaili uz leju, un zem šiem diviem koniem bumba;

Nakti — ar baltu uguni, kuļai virsū zaļa uguns un apakšā sarkana uguns.

3. Aizliegums izbraukt:

Dienā — ar konu, kam smaile uz augšu, starp diviem koniem ar smailēm uz leju vertikālā linijā;

Nakti — ar baltu uguni starp divām zājām vertikālā linijā.

Signāli jāuzvelk pietiekīšā augstumā, lai tos nesamainītu ar citiem ostas signāliem.

Signāla elementu savstarpējam atstatumam jābūt pietekoši lielam, lai signāli būtu skaidri saredzami tādā attālumā, kādā parasti vajadzīgs tos redzēt.

Valdības rīkojumi un pavēles.

33727. rīkojums

1935. g. 29. augustā.

Saskaņā ar eksportējamo augļu un ogu kontroles likuma 7. pantu („Valdības Vēstn.” 1927. g. 7. marta 53. num.), noteicu, ka kontroles izdevumu samaksai par katriem 100 kg brutto eksportam pieteikto un pārkontrolēto augļu eksportieris maksā 25 sant. Avanss šo izdevumu samaksā pirms augļu kontroles jāiemaksā uz priekšu valsts kasē vai tās nodalā uz Zemkopības ministrijas Zemkopības departamenta teku, rēķina D. № 261.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.

Lauksaimniecības pārvaldes priekšnieks J. Zariņš.

Rīkojums.

Pamatoties uz noteikumu par kārtību 17. panta a un b punktu, uzlieku spiestuvei „Star” Rīgā, vienreizējā naudas sodu Ls 50,— par kārtības traucēšanu, neievērojot preses likuma noteikumus.

Rīga, 1935. g. 28. augustā. 170201.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

599. lēmums.

1935. g. 28. augustā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā 146. pantu („Valdības Vēstn.” 1934. g. 163. num.), atceļu Andreju Kukuli no Aizvīku lauksaimniecības biedrības „Vārpa” valdes locekļa amata un viņa vietā iecēļu Rūdolfu Kliestu.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

600. lēmums.

1935. g. 28. augustā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā 146. pantu („Valdības Vēstn.” 1934. g. 163. num.), lieku priekšā likvidēties Zentenes-Dursupes mednieku biedrībai „Mednis”.

Biedrība jālikvidē minētās biedrības valdei 3 mēnešu laikā.

Pamatskolu stundu plāns.

Apstiprinu
1935. g. 28. augustā.
Izglītības ministrs A. Tentelis.

	I pakāpe						II pakāpe						III (vidussk.)		
	Pirmsk.	I	II	III	IV	V	VI	kopā	V	VI	kopā	V	VI	kopā	
Ticības mācība	2	2	2	2	2	2	14	2	2	14	2	2	2	14	
Latviešu valoda	8	8	6	6	5	4	41	4	4	41	4	4	4	41	
Svešvaloda (angļu vai vācu)			2	2	2	3	3	12	3	3	12	6	4	16	
Matēmatika	6	6	5	5	5	4	36	4	5	36	5	5	5	37	
Dabas zin., lauksaimniecība un praktiski darbi			3	3	3	4	17	2	2	13	2	2	2	13	
Geografija un dzimtenes mācība			3	2	2	2	9	2	2	9	2	3	3	10	
Vēsture			4	3	3	10		3	3	10	3	4	4	11	
Zīmēšana	1	1	1	1	1	1	7	2	2	9	1	1	1	7	
Glitrakstišana		2	2	1	1		6			6				6	
Dziedāšana	2	2	2	2	2	2	14	2	2	14	2	2	2	14	
Vingrošana	1	1	1	1	1	1	7	1	1	7	1	1	1	7	
Rokdarbi { zeniem			1	1	1	2	12	2	13	9	1	1	1	5	
meitenēm			1	1	1	1	5	1	12	7	1	1	1	5	
Militārā mācība zeniem						1	2	1	1	2	1	1	1	2	
Mājsaimniecība meitenēm						2	4	2	2	4	1	1	1	2	
Stundu skaits skolēniem	20	22	25	27	29	29	182	29	30	182	30	30	30	183	
Maksimālais atalgojamo stundu skaits skolotājiem	25	26	30	32	34	36	219	26	36	219	36	36	36	219	

Piezīme. Pamatskolās kā svešvaloda jāmāca angļu valoda, bet lauku pamatskolās, kur tas nebūtu iespējams skolotāju trūkuma dēļ, var mācīt arī vācu valodu.

Ar šo atcelts „Valdības Vēstneša“ 1934. g. 184. numurā izsludinātais rīkojums P-2612.

Rīgā, 1935. g. 29. augustā.

P-3651.

Skolu departamenta vicedirektors K. Ozoliņš.

Tautskolu direktors M. Soste.

601. lēmums.

Pārgrozot savu 533. lēmumu par Slampes-Pravīnu mednieku un ūsušanas biedrības „Mednis“ likvidāciju (izsludin. „Valdības Vēstneša“ 1935. g. 157. num.), uzdodu minēto biedrību likvidēt biedrības bij. valdes loceklim Aleksandram Puriņam.

Rīgā, 1935. g. 28. augustā.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.
Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

602. lēmums.

1935. g. 28. augustā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā 14^o pantu („Valdības Vēstneša“ 1934. g. 163. num.), ieceļu Elektrotehniskās rūpniecības strādnieku arod biedrībai šādu valdi un revizijas komisiju:

valdē: priekšnieks — Fricis Freinds, priekšsēdētāja biedrs Jānis Straucis, loceklis — Roberts Grēviņš, Aleksandrs Zaks un Augsts Ripa;
revizijas komisijā: priekšsēdētājs — Jānis Sarkans un loceklis — Herberts Zaķirts un Oļģerts Kapteinis.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.
Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

604. lēmums.

1935. g. 28. augustā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā 14^o pantu („Valdības Vēstneša“ 1934. g. 163. num.), ieceļu Jelgavas strādnieku arod biedrībai šādu valdi un revizijas komisiju sekojošā sastāvā:

valdē: priekšnieks — Eduards Ezers, loceklis — Jekabs Bechmanis, Roberts Redāls, Jānis Zariņš un Kārlis Autrups;

revizijas komisijā: priekšsēdētājs — Ansis Vācietis un loceklis — Žanis Vecpuisis un Donats Pavlovs.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.
Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

605. lēmums.

1935. g. 28. augustā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā 14^o pantu („Valdības Vēstneša“ 1934. g. 163. num.), atceļu Genochu Līvenu un Jāni Asmusu no Livānu brivprātīgo ugunsdzēsēju biedrības valdes loceklja amata un viņu vietā ieceļu Jūliju Kriķi un Teodoru Putekli; atbrīvoju kā atteikušos no Livānu brivprātīgo ugunsdzēsēju biedrības valdes loceklja amata Bonifāciju Cauni un viņu vietā ieceļu Jāni Misiju; atceļu Antonu Raščevski un Jāni Korojeviču no biedrības revizijas komisijas loceklja amata un viņu vietā ieceļu Kārli Brūveri un Jāni Zaļaku.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

607. lēmums.

1935. g. 28. augustā, saskaņā ar likumu par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstneša“ 1934. g. 130. num.), atzīstu par kaitīgu valsts un sabiedrībām interesēm biedrību „Jelgavas Raiņa klubs“, kādēj nelēmju minēto biedrību slēgt un ieceļu tai par likvidātoriem: par likvidācijas komisijas priekšsēdētāju Hugo Skipsnu un locekljiem Jāni Lapiņu un Edgaru Bumberu, ar sēdeklī Jelgavā, Dobelei ielā 16, dz. 4.

Biedrība jālikvidē 3 mēnešu laikā.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

608. lēmums.

1935. g. 28. augustā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstneša“ 1934. g. 163. num.), uzdodu likvidētēs Rēzeknes nampašnieku biedrībai.

Biedrība jālikvidē minētās biedrības valdei 3 mēnešu laikā.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

609. lēmums.

1935. g. 28. augustā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstneša“ 1934. g. 163. num.), lieku priekšā likvidēties Grobiņas un apkārtnes lauksaimnieku mednieku biedrībai „Vanags“.

Biedrība jālikvidē minētās biedrības valdei 3 mēnešu laikā.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

616. lēmums.

1935. g. 30. augustā, saskaņā ar papildinājumu likumā par biedrību, savienību un politisku organizāciju slēgšanas, likvidācijas un reģistrēšanas kārtību izņēmuma stāvokļa laikā („Valdības Vēstneša“ 1934. g. 163. num.), lieku priekšā likvidēties Ebrēju apbedīšanas brāļi bai ar nosaukumu „Hevra Kadišo“ labdarības biedrība pie Daugavpils ebrēju draudzes.

Biedrība jālikvidē minētās biedrības valdei 3 mēnešu laikā.

Iekšlietu ministra b. A. Bērziņš.

Administratīvā departamenta direktors Anšmits.

Jauktu tautību pamatskolu stundu plāns.

Apstiprinu
1935. g. 28. augustā.
Izglītības ministrs A. Tentelis.

	P.	I	II	III	IV	V	VI	Kopā
Ticības mācība	2	2	2	2	2	2	2	14
Latviešu valoda	7	6	6	5	5	4	5	38
Svešvaloda (angļu vai vācu)	—	—	2	2	2	3	2	11
Tēvu valoda	4	3	2	1	1	—	—	11
Matēmatika	4	6	5	5	5	5	5	35
Dabas mācība, lauksaimniecība un praktiskie darbi lauksaimniecībā	—	—	2	3	3	3	3	14
Geografija un dzimtenes mācība	—	—	—	3	2	2	3	10
Vēsture	—	—	—	—	4	3	3	10
Zīmēšana	1	1	1	1	1	1	1	7
Glitrakstišana	—	1	1	1	—	—	—	3
Dziedāšana	1	2	2	2	2	2	2	13
Vingrošana	1	1	1	1	1	1	1	7</

Apstiprinu
1935. g. 28. augustā.
Izglītības ministrs A. Tentelis.

Vācu, krievu, polu un baltkrievu pamatskolu stundu plāns.

	Pirmsk.	I	II	III	IV	V	VI	Kopā
Ticības mācība	2	2	2	2	2	2	2	14
Latviešu valoda	—	3	5	4	4	4	4	24
Tēvu valoda	8	6	5	4	4	4	4	35
Matēmatika	6	5	5	5	5	4	4	34
Dabas zinības, lauks. un prakt. darbi lauksaimniecībā	—	—	2	3	3	3	3	14
Geografija un dzimtenes mācībā	—	—	—	3	2	3	3	11
Vēsturē	—	—	—	—	3	3	4	10
Zīmēšanā	1	1	1	1	1	1	1	7
Glitrakstīšana	—	2	1	1	1	—	—	5
Dziedāšana	2	2	2	2	2	1	1	12
Vingrošana	1	1	1	1	1	1	1	7
Rokdarbi { zēniem meitenēm	—	—	{ 1	{ 1	{ 1	{ 2	{ 2	{ 7
Militārā mācība zēniem	—	—	—	—	—	{ 1	{ 1	{ 2
Mājsaimniecība meitenēm	—	—	—	—	—	{ 1	{ 1	{ 2
Stundu skaits skolēniem	20	22	25	27	29	29	30	182
Maksimālais atalgojamo stundu skaits skolotājiem	24	26	29	31	33	35	36	214

Ar šo atcelts „Valdības Vēstneša“ 1934. g. 192. numurā izsludinātais rīkojums P-2984.

Rīga, 1935. g. 29. augustā. P-3561.

Skolu departamenta vicedirektors K. Ozolinš.

Tautskolu direktors M. Soste.

Apstiprinu.
1935. g. 28. augustā.
Izglītības ministrs A. Tentelis.

Žīdu pamatskolu stundu plāns „A“.

	Pirmsk.	I	II	III	IV	V	VI	kopā
Ticības mācība	2	2	2	2	2	2	2	14
Bībele	—	2	2	2	2	2	2	12
Latviešu valoda	—	3	4	4	4	4	4	23
Mācības valoda	8	5	4	3	3	3	3	29
Matēmatika	7	5	5	5	5	4	4	35
Dabas mācība, lauksaimniecība un praktiskie darbi lauksaimniecībā	—	—	2	3	2	2	2	11
Geografija un dzimtenes mācība	—	—	—	3	2	2	3	10
Vēsture	—	—	—	—	3	3	4	10
Zīmēšana	1	1	1	1	1	1	1	7
Glitrakstīšana	—	2	1	1	1	—	—	5
Dziedāšana	1	1	2	1	2	2	1	10
Vingrošana	1	1	1	1	1	1	1	7
Rokdarbi { zēniem meitenēm	—	—	{ 1	{ 1	{ 1	{ 2	{ 2	{ 7
Militārā mācība zēniem	—	—	{ 1	{ 1	{ 1	{ 2	{ 2	{ 7
Mājsaimniecība meitenēm	—	—	—	—	—	{ 1	{ 1	{ 2
Stundu skaits skolēniem	20	22	25	27	29	29	30	182
Maksimālais atalgojamo stundu skaits skolotājiem	22	24	28	30	32	33	34	203

Ar šo atcelts „Valdības Vēstneša“ 1934. g. 192. numurā izsludinātais rīkojums P-2985.

Rīga, 1935. g. 29. augustā. P 3561.

Skolu departamenta v. direktors K. Ozolinš.

Tautskolu direktors M. Soste.

Apstiprinu.
1935. g. 28. augustā.
Izglītības ministrs A. Tentelis.

Žīdu pamatskolu stundu plāns „B“.

	Pirmsk.	I	II	III	IV	V	VI	kopā
Ticības mācība un talmūds	2	2	2	2	5	5	5	23
Bībele un ievads talmūdā	—	4	4	3	2	2	3	18
Latviešu valoda	—	3	3	4	4	4	4	22
Mācības valoda	8	5	4	3	4	3	2	29
Matēmatika	7	4	5	4	4	3	4	31
Dabas mācība, lauksaimniecība un praktiskie darbi lauksaimniecībā	—	—	2	3	2	2	2	11
Geografija un dzimtenes mācība	—	—	—	3	2	2	3	10
Vēsture	—	—	—	—	2	3	3	8
Zīmēšana	1	1	1	1	1	1	1	7
Glitrakstīšana	—	1	1	1	—	—	—	3
Dziedāšana	1	1	1	1	1	1	—	6
Vingrošana	1	1	1	1	1	1	1	7
Rokdarbi { zēniem meitenēm	—	—	{ 1	{ 1	{ 1	{ 1	{ 1	{ 5
Militārā mācība zēniem	—	—	{ 1	{ 1	{ 1	{ 1	{ 1	{ 2
Mājsaimniecība meitenēm	—	—	—	—	{ 1	{ 1	{ 1	{ 2
Stundu skaits skolēniem	20	22	25	27	29	29	30	182
Maksimālais atalgojamo stundu skaits skolotājiem	22	24	28	30	32	33	34	203

Ar šo atcelts „Valdības Vēstneša“ 1934. g. 198. numurā izsludinātais rīkojums № P-3114.

Rīga, 1935. g. 29. augustā. P-3561.

Skolu departamenta vicedirektors K. Ozolinš.

Tautskolu direktors M. Soste.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Lauksaimniecības pārvalde

paziņo, ka, pamatojoties uz likumu par eksportējamo zīvju un to pārstrādājumu kontroli („Valdības Vēstneša“ 1929. g. 107. num.) un instrukciju pie šī likuma („Valdības Vēstneša“ 1929. g. 158. num.), reģistrēti kā zīvju un to pārstrādājumu eksportierji 1935. gadā:

1) Firma „Brāļi Zaks“ — Ventspili, Ūdens ielā 5;

2) Izraels Edelsteins — Ventspili, Peldu ielā 24.

16973 Lauksaimniecības pārvalde.

Izlabojums.

„Valdības Vēstneša“ 1935. g. 196. numurā 8. lappusē ievietotā lekšķietu ministrijas rīkojumā par izdevniecības „Orients“ so-dīšanu, šī rīkojuma 3. rinda izlabojama tādi, ka vārdu „laikrakstam „Orients“ vietā jālasa: „izdevniecībai Orients“.

Jaunlatgales iec. mītiesnesis

atsauc savu „Valdības Vēstneša“ š.g. 187. num. ievietoto studinājumu par Tumaša Ignata d. Pavlovska meklēšanu, jo Pavlovskis ir atrasts un Ls 50 drošība iemaksāta.

Mītiesnesis Malkauss.

Sekretārs (paraksts).

Saldu iecirkņa mītiesnesis

izbeidz Vitālija Jāzepa d. Skripko meklēšanu, kas ierosināta ar „Valdības Vēstneša“ 1935. g. 33. num. ievietoto studinājumu.

Saldu, 1935. g. 27. augustā. 1232/34.

Mītiesnesis K. Kalniņš.

Sekretāra v. M. Jansons.

Vietējo iestāžu rīkojumi.

Noteikumi

par ateju un samazgu bedju pārbūvēšanu Durbē,

pienēmi Durbes pils, valdes 1935. g. 30. jūlijā sēdē (5. prot. 1. p.) un apstipri-nāti ar lekšķietu ministrijas Būvniecības pārvaldes 1935. g. 20. aug. 95221. rakstu.

1. §. Visas Durbē pastāvošās atejas, samazgu bedres un mēslu tvertnes, kas neatbilst noteikumiem par ateju un samazgu bedju ierīkošanu pilsētās un biezi apdzīvotās vietās, kas izsludināti „Valdības Vēstneša“ 1927. g. 133. numurā, un šo noteikumu pārgrozījumiem, kas izsludināti „Valdības Vēstneša“ 1935. g. 130. numurā, pārtaisāmas, saskayā ar minētiem noteikumiem, pēc pilsētas valdes norādījuma, līdz 1936. g. 1. oktobrim.

2. §. Uzraudzība par šo noteikumu izpildīšanu piekrit pilsētas valdei un policijai.

3. §. Par šo noteikumu neizpildīšanu vainigie saucami pie atbildības pēc Sodu likuma pamata.

Liepājas apgabaltiesas Aizputes iec. tiesu izpildītājs A. Sālavs (kanceleja Aizputē Jelgavas ielā 4), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283, līdz 1290. p., paziņo, ka:

1) Otrs Liepājas Savstarpejās Kreditbiedrības prasības apmierināšanai 1935. gada 6. decembrī plkst. 10 Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos pirmajā atklātā izsolē Jānim (Johananam) Ludviga d. Radeckiem piederošo ideālo $\frac{1}{3}$ daļu no Aizputes apr., Kalvēnes pag. Krustat-Drogas 5. zemes gabala ar zemes grāmatu 2638-II reg.;

2) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodalā;

3) nekustamā manta pilnā sastāvā novērtēta par Ls 12.968;

4) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem Valsts zemes bankai Ls 3000., un Vulfam Veinreicham Ls 4000.;

5) solitājā jāiemaksā Ls 433, drošības nauda un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var iekārtīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Aizputē, 1935. g. 26. jūlijā.

L. 158 16855
Tiesu izpildītājs A. Sālavs.

Liepājas apgabaltiesas Aizputes iec. tiesu izpildītājs A. Sālavs (kanceleja Aizputē Jelgavas ielā 4), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.-1290. p., paziņo, ka:

1) Alšvanga krāj-aizdevu sabiedrības, Elīasa Hercenberga un Maksa Hiršmana prasību apmierināšanai 1936. gada 6. martā plkst. 10 Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos pirmajā atklātā izsolē Ernestam Jāpa d. Skujam piederošas Aizputes apr., Sakas pag. Salienas Stūrišu 10F un Pa mājas ar zemes grāmatu 6708-II reg. 19,92 ha platiņa;

2) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodalā;

3) nekustamā manta pilnā sastāvā novērtēta par Ls 3843.;

4) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem: Valsts zemes bankai Ls 2800.;

5) solitājā jāiemaksā Ls 385, drošības nauda un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var iekārtīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Aizputē, 1935. g. 27. jūlijā.

L. 162 16354
Tiesu izpildītājs A. Sālavs.

Liepājas apgabaltiesas Aizputes iec. tiesu izpildītājs A. Sālavs (kanceleja Aizputē Jelgavas ielā 4), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.-1290. p., paziņo, ka:

1) Otrs Liepājas savstarpejās kreditbiedrības prasības apmierināšanai 1936. g. 6. martā plkst. 10 Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos pirmajā atklātā izsolē Andrejam Jāpa d. Skujam un Augustam Andreja d. Skujam piederošas Aizputes pilsātas Bruderā mājas ar zemes grāmatu 119. num.;

2) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodalā;

3) nekustamā manta pilnā sastāvā novērtēta par Ls 4200.;

4) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem: Otrai Liepājas saastarp. kreditbiedrībai Ls 3000., Andrejam Erdmanim 1500 krievu cara rbl., un Eduardam Skuja 1000 krievu cara rbl.;

5) solitājā jāiemaksā Ls 420, drošības nauda un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var iekārtīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Aizputē, 1935. g. 27. jūlijā.

L. 161 16855
Tiesu izpildītājs A. Sālavs.

Daugavpils apgabalt, Kārsavas iec. tiesu izpildītājs H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.-1306. p., paziņo, ka:

1) Gauru pagasta valdes Ls 437,98 ar proc. un izdevumiem prasības piedzīpi 1936. gada 14. marī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Marijas Vasilija m. Vasiljevs un Aleksandras Vasilija m. Zavalovs nekustamā mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Gauru pag. Jaunlatgales apr. II hip. ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 6016. num. un sastāv no Novikovas sādžas zemes 6. viensētās 5,177 ha kopplatībā ar zemi un ēkām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 760.;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 1100.;

3a) solisāna sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 76. un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodalā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērtēta par Ls 12.968;

6) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem Valsts zemes bankai Ls 3000., un Vulfam Veinreicham Ls 4000.;

7) solitājā jāiemaksā Ls 433, drošības nauda un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var iekārtīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Aizputē, 1935. g. 26. jūlijā.

L. 158 16855
Tiesu izpildītājs A. Sālavs.

Liepājas apgabaltiesas Aizputes iec. tiesu izpildītājs A. Sālavs (kanceleja Aizputē Jelgavas ielā 4), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.-1290. p., paziņo, ka:

1) Daugavpils apgabalt, Kārsavas iec. tiesu izpildītājs H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.-1306. p., paziņo, ka:

1) Gauru pag. valdes un Latvijas bankas Rēzeknes nodalas Ls 1447,56 ar proc., soda naudā un izdevumiem prasības piedzīpi 1936. g. 14. martā plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Vaidzīši Ernestam Jāpa d. Skujam piederošas Aizputes apr., Sakas pag. Salienas Stūrišu 10F un Pa mājas ar zemes grāmatu 6708-II reg. 19,92 ha platiņa;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3.710.;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 1.560. — (ar hipotēku parādu apgrūtinātās tikai Gavrila un Jegora Smirnovu tiesības nekustamā mantā);

4) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem Valsts zemes bankai Ls 2800.;

5) solitājā jāiemaksā Ls 385, drošības nauda un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var iekārtīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Aizputē, 1935. g. 27. jūlijā.

L. 162 16354
Tiesu izpildītājs A. Sālavs.

Liepājas apgabaltiesas Aizputes iec. tiesu izpildītājs A. Sālavs (kanceleja Aizputē Jelgavas ielā 4), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.-1290. p., paziņo, ka:

1) Otrs Liepājas savstarpejās kreditbiedrības prasības apmierināšanai 1936. g. 6. martā plkst. 10 Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos pirmajā atklātā izsolē Andrejam Jāpa d. Skujam un Augustam Andreja d. Skujam piederošas Aizputes pilsātas Bruderā mājas ar zemes grāmatu 119. num.;

2) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodalā;

3) nekustamā manta pilnā sastāvā novērtēta par Ls 4200.;

4) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem Valsts zemes bankai Ls 2800.;

5) solitājā jāiemaksā Ls 420, — drošības nauda un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var iekārtīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Aizputē, 1935. g. 27. jūlijā.

L. 161 16855
Tiesu izpildītājs A. Sālavs.

Daugavpils apgabalt, Kārsavas iec. tiesu izpildītājs H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.-1306. p., paziņo, ka:

1) Gauru pagasta valdes Ls 437,98 ar proc. un izdevumiem prasības piedzīpi 1936. gada 14. marī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Marijas Vasilija m. Vasiljevs un Aleksandras Vasilija m. Zavalovs nekustamā mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Gauru pag. Jaunlatgales apr. II hip. ierakstīta zemes grāmatu reģ. 7704 num. grunts 33. F num., 16,31 ha platiņa;

2) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem Valsts zemes bankai Ls 3000., un Vulfam Veinreicham Ls 4000.;

3) solitājā jāiemaksā Ls 433, drošības nauda un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var iekārtīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Aizputē, 1935. g. 27. jūlijā.

L. 161 16855
Tiesu izpildītājs A. Sālavs.

Daugavpils apgabalt, Kārsavas iec. tiesu izpildītājs H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.-1306. p., paziņo, ka:

1) Gauru pagasta valdes Ls 437,98 ar proc. un izdevumiem prasības piedzīpi 1936. gada 14. marī plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas civilnodalas sēžu zālē pārdos pirmajā publiskā izsolē Marijas Vasilija m. Vasiljevs un Aleksandras Vasilija m. Zavalovs nekustamā mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Gauru pag. Jaunlatgales apr. II hip. ierakstīta zemes grāmatu reģ. 7704 num. grunts 33. F num., 16,31 ha platiņa;

2) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem Valsts zemes bankai Ls 3000., un Vulfam Veinreicham Ls 4000.;

3) solitājā jāiemaksā Ls 433, drošības nauda un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja nekustamās mantas iegūšanai.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var iekārtīties tiesu izpildītāja kancelejā.

Aizputē, 1935. g. 27. jūlijā.

L. 161 16855
Tiesu izpildītājs A. Sālavs.

Daugavpils apgabalt, Kārsavas iec. tiesu izpildītājs H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.-1306. p., paziņo, ka:

1) Gauru pagasta valdes Ls 437,98 ar proc. un izdevumiem prasības piedzīpi 1936. gada 14. marī plkst. 10 Daugavpils apg